Le Burundi cité en exemple pour l'investissement consacré au système éducatif

L'Express, 28/04/2011 Unesco : Afrique, une "claircie pour l'éducation" Par Vincent Hugué mercredi, un rapport de l'Unesco détaille les progrès -et les carences- des investissements de l'Afrique subsaharienne en matière d'enseignement. "En progrès, mais peut et doit mieux faire". Tel est, selon le rapport dévoilé ce mercredi par l'Institut de statistique de l'Unesco (ISU), l'appréciation que mérite l'Afrique subsaharienne quant aux investissements consacrés au système éducatif. Un secteur qui absorbe en moyenne 5% du Produit intérieur brut (PIB), pourcentage comparable aux performances de l'Amérique du Nord ou de l'Europe (5,3%).

Le Burundi et le Mozambique cités en exemples En l'espace, les "dépenses réelles" -en dollars constants- ont cru de plus de 6% par an au long de la décennie écoulée. Dans le rôle de premiers de la classe, le Burundi et le Mozambique, qui affichent un accroissement annuel de 12%. Dans celui, peu flatteur, du cancre, la République centrafricaine, seul pays au sein des 26 pourvus de données chiffrées à avoir régressé. Entre 2000 et 2008, les effectifs scolarisés dans le primaire ont augmenté de 48%, passant de 87 à 129 millions d'enfants. Taux de progression porté à 60% dans les maternelles, l'enseignement secondaire et le supérieur. Voilà de quoi doper la confiance des "afro-optimistes." Les Cassandra chroniques trouveront elles aussi matière à alimenter leur scepticisme. Car diverses failles conduisent à nuancer le diagnostic encourageant détaillé au fil des pages de ce document. Si l'expérience et les réseaux des experts de l'agence onusienne voue à la culture et à l'éducation leurs permettent de recouper les chiffres fournis par les gouvernements, il n'en demeure pas moins que la fiabilité des statistiques, recueillies pour l'essentiel sur un mode déclaratif, demeure sujette à caution. Sur une échelle de 0 à 10, le directeur de l'ISU, Hendrik van der Pol, l'estime à 6 ou 7. Le supérieur absorbe l'essentiel des engagements financiers. De même, la croissance démographique annuelle observée en Afrique noire -2,4%- tend à relativiser la portée de l'embellie. Près de 32 millions d'enfants censés fréquenter le primaire ne sont pas scolarisés. Pour satisfaire les besoins, il conviendrait de créer pour cette seule tranche d'âge 77 millions de places d'ici à 2030. Autre accueil classique : l'abandon précoce du cursus scolaire. Dans un tiers des nations considérées, la moitié des jeunes filles ne bouclent pas le cycle initial. Un autre nuage assombrit l'horizon : l'écrit qualitatif, qu'il s'agisse d'infrastructures, d'équipement des classes, de contenu des manuels scolaires -quand manuels il y a- ou de formation du corps enseignant. Trop souvent, l'instituteur ou l'institutrice doit accueillir dans un local sans tableau noir ni pupitres une centaine d'enfants. Pour les parents, le coût du transport, des fournitures, voire de l'uniforme, s'avère parfois dissuasif. D'autant que les familles procurent 30% des ressources de l'enseignement primaire, taux voisin de 50% dans le secondaire. Facteur aggravant : le supérieur absorbe l'essentiel des engagements financiers : on peut dépenser 10 à 50 fois plus pour un étudiant que pour un collier d'adulte. D'autres hypothèses menacent les acquis évoqués ici. Les contraintes économiques conduisent souvent à des arbitrages budgétaires préjudiciables à l'enseignement. De même, les conflits armés et les crises politiques aiguës perturbent profondément et durablement le potentiel éducatif. Ultime accueil : la destination des étudiants en fin de parcours, souvent condamnés à grossir le bataillon des "diplômés chômeurs". Il n'empêche : Hendrik van der Pol veut croire que les Etats subsahariens ont admis le caractère prioritaire de l'enseignement dans le savoir. "Le message de l'éducation pour tous, insiste-t-il, a été entendu". Acceptons-en l'augure. * "Nouveaux défis pour le financement de l'éducation en Afrique subsaharienne : comment gérer l'expansion tout en garantissant l'équité et la qualité ?" Rapport publié à ce stade en anglais. Une version française devrait être finalisée prochainement. Informations complémentaires sur <http://www.uis.unesco.org/> PANA, 27 avril 2011 Investissements en hausse dans l'éducation en Afrique subsaharienne, selon l'UNESCO Paris, France - Les pays de l'Afrique subsaharienne ont augmenté leurs dépenses réelles en éducation de plus de 6 % par an au cours de la dernière décennie, selon un rapport publié par l'UNESCO. L'augmentation des investissements s'est accompagnée de résultats parfois spectaculaires. Le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire a progressé de 28 %, alors que les inscriptions dans les écoles maternelles, l'enseignement secondaire et supérieur ont augmenté de 60 % au cours de la même période. "Ces bons résultats sont les fruits des investissements considérables qui ont été faits par les gouvernements africains dans l'éducation. Les dirigeants africains ont compris que le développement passe par un investissement important dans l'éducation", a déclaré mercredi lors de la présentation du rapport au siège de l'UNESCO à Paris, le directeur de l'Institut de statistique de l'Organisation onusienne, Hendrik van der Pol. M. van der Pol se satisfait que "le message de l'éducation pour tous a été entendu" mais il a plaidé pour la protection de ces investissements face aux remous économiques actuels. En moyenne, indique le rapport de l'UNESCO, l'éducation représente plus de 10 % des dépenses publiques en Afrique subsaharienne, contre 15 % dans les autres régions. L'Afrique subsaharienne consacre 5 % de son Produit intérieur brut à l'éducation, ce qui la place juste derrière l'Amérique du Nord et l'Europe (5,3 %). Sur 26 pays africains subsahariens dont l'UNESCO dispose des données, un seul, la République centrafricaine, a diminué ses dépenses en éducation depuis le début de la décennie alors qu'au Burundi et au Mozambique, par exemple, les dépenses ont augmenté de 12 % par an en moyenne, relève le rapport. Le rapport, intitulé "Nouveaux défis pour le financement de l'éducation en Afrique subsaharienne : comment gérer l'expansion tout en garantissant l'équité et la qualité ?", montre que "les efforts portent leurs fruits, avec un nombre d'enfants scolarisés sans précédent. C'est très encourageant et cela devrait inciter tous les partenaires de l'Afrique à apporter l'appui nécessaire pour combler les lacunes qui subsistent", selon la directrice de l'UNESCO, Mme Irina Bokova.